

A69 : Soutien aux grévistes de la faim !

Pour être informé.e des actions à venir, consultez le [Facebook de LVEL](#).

**Une conférence de presse en présence des grévistes de la faim se tiendra
ce jeudi 21 septembre à 14h30 :**

LES HALLES DE LA TRANSITION

7 rue du Canon d'Arcole, 31000 Toulouse

Thomas Brail, fondateur du GNSA, en est à son 18ème jour de grève.

Olga, 21 ans, boulangère ac viste, 12ème jour de grève.

Marion Hermet, 41 ans, agricultrice, 9ème jour de grève.

Reva, 35 ans, chef d'entreprise, 9ème jour de grève.

Victoria Cujives, 29 ans, 7ème jour de grève.

Matthieu Monceaux, 46 ans, 7ème jour de grève.

Bernard Boussard, 68 ans, entrepreneur de l'économie sociale, retraité, 7ème jour de grève.

Celik, 59 ans, photojournaliste ac viste, 6ème jour de grève.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

du GNSA et de La Voie Est Libre

du 18/09/23

Face à l'entêtement de Carole Delga, la grève de la faim se poursuit.

Suite à un entretien téléphonique vendredi 15/09, le cabinet de Carole Delga nous a proposé une rencontre le 21 septembre à 14h30 sans qu'aucune de nos 3 conditions à la levée de la grève de la faim soient satisfaites (suspension des travaux / présence du Ministre Clément Beaune / médiatisation de la rencontre), renvoyant la responsabilité de la décision de suspendre le chantier de l'A69 à l'Etat, et prétextant n'avoir aucun pouvoir de décision sur le projet.

Nous savons au contraire que sans soutien politique de la Région Occitanie, ce projet de bretelle autoroutière locale ne verrait pas le jour. Lors de cet entretien téléphonique, la région Occitanie nous a confirmé :

- qu'il n'y aurait pas de communication officielle de leur réponse
- que Carole Delga ne se positionnera pas pour une suspension des travaux le temps de l'analyse des recours juridiques. Elle défend ce projet et ne semble pas souhaiter changer de position.

Nous lui avons signifié que cette rencontre ne sera pas envisageable sans qu'au moins une condition soit remplie : la suspension du chantier afin de respecter le temps juridique.

Nous sommes aujourd'hui stupéfaits d'apprendre que le journal la Tribune organise le colloque "Transformons la France" qui se tiendra ce jeudi 21 septembre à 14h30, en lieu et place de la rencontre initialement proposée par Carole Delga, et en présence de la Présidente de Région et d'intervenants parmi lesquels les plus gros pollueurs de France tels que Total Énergie et Axa (connu pour ses investissements dans les énergies fossiles).

Nous prenons acte de ce manque de considération pour des habitants du territoire et des Toulousains qui se sont engagés, au péril de leur vie, dans une grève de la faim depuis 6 à 18 jours pour dénoncer le passage en force d'un projet inutile qui ne laisse pas à la justice le temps de s'exprimer.

⇒ Alors que plus de 90% des avis sur les 6.266 contributions à l'enquête publique environnementale se sont prononcés contre ce projet,

⇒ Alors que toutes les instances indépendantes se sont prononcées en défaveur de ce projet (CGI, AE, CNPN, OFB, CLE,...)

⇒ Alors qu'une pétition recueille à ce jour 55.000 signatures contre ce projet...

<https://www.change.org/p/autoroute-castres-toulouse-arr%C3%AAtons-tout-de-suite-ce-chantier-inutile-et-mortif%C3%A8re>

... nous dénonçons l'entêtement de la Présidente de Région à défendre cette aberration sociale, économique et écologique. Un entêtement qui entre en contradiction avec ses déclarations répétées sur la politique volontariste en faveur du réseau ferroviaire et des mobilités décarbonées en Occitanie. Comment peut-on prétendre vouloir « reparler aux classes populaires », (C. Delga, France Info, 16/09/23) et défendre l'une des autoroutes les plus chères de France à 17 € A/R et qui ne serait accessible qu'aux plus aisés ?

Nous réitérons donc notre demande, au vu de la situation d'urgence dans laquelle se trouvent les personnes qui n'ont eu d'autre choix que d'entrer en grève de la faim pour tenter d'être enfin entendues : **Mme Carole Delga, demandez la suspension du chantier afin de laisser le temps à la justice d'examiner les recours** en annulation de l'autorisation environnementale, accordez-nous un rdv dans un contexte apaisé et constructif. Sortons de cette situation qui ne pourra que s'aggraver au fil des jours et semaines à venir.

Contact presse : 07 86 72 81 14 / 07 81 19 90 27.